



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N°153 – 3^{ème} trimestre 2012

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. Enquête auprès des établissements de crédit	11
3. Actifs financiers de la clientèle non financière	12
Les placements des ménages	13
Les disponibilités des entreprises	14
4. Passifs financiers de la clientèle non financière	15
4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	15
4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	16
L'endettement des entreprises	17
L'endettement des ménages	18
5. Risques sectoriels	19
6. Indicateurs de vulnérabilité	21
7. Rappel des taux	22
7.1 Taux réglementés	22
7.2 Principaux taux de marché	22
7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	22
7.4 Taux de l'usure	22
8. Monnaie fiduciaire	23
8.1 Emission mensuelle de billets euros	23
8.2 Emission mensuelle de pièces euros	23

Méthodologie

1) Les incidences de la réforme SURFI sur l'élaboration des statistiques monétaires

Le système SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) se substitue, depuis juin 2010, au système BAFI (Base des Agents Financiers). Cette réforme implique des modifications liées à la production de nouveaux tableaux par les établissements de crédit et une nouvelle taxonomie.

S'agissant de l'outre-mer, la réforme SURFI permet de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité de crédit ou de collecte de dépôts et d'établir ainsi un périmètre plus exhaustif des encours totaux de crédit et de collecte.

2) Les nouveaux critères de différenciation des établissements locaux et ceux non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. La réforme SURFI a été l'occasion d'intégrer dans le champ des établissements locaux des établissements jusqu'ici considérés comme non installés localement : il s'agit de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), de l'Agence Française de Développement (AFD) et de la CASDEN-BP.

3) L'enquête de conjoncture bancaire

L'IEDOM réalise trimestriellement une enquête de conjoncture auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement. Le questionnaire vise à appréhender les évolutions de leur activité commerciale en dépôts et en crédits ainsi que leur opinion portant sur différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées relativement à la taille des établissements en fonction de leurs encours en dépôts ou en crédits selon la nature de la question posée. Les résultats obtenus donnent une mesure synthétique de l'appréciation de la situation.

4) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ci-après concernent exclusivement les dépôts auprès des banques locales et de la Banque postale. Il s'agit d'un périmètre englobant la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. En sont exclus les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

En plus des *dépôts à vue*, les *placements liquides ou à court terme* regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires). *L'épargne à long terme* est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont cependant pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit de la place mais gérés par des sociétés affiliées, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages comprennent les particuliers, les entrepreneurs individuels (EI) et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières (SNF) ; les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et les fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

5) Passifs financiers

Au titre des passifs financiers, est présentée la situation des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux d'une part, et par l'ensemble des établissements d'autre part. Il s'agit d'un périmètre englobant la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre les catégories entreprises et ménages selon les types de crédits considérés. Les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés en encours des ménages avec les données des particuliers, alors que les autres catégories de crédit des EI le sont en encours des entreprises avec la totalité des données des sociétés non financières (SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage, tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

S'agissant des ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation recouvrent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

6) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information, bien que non exhaustive, permet une analyse des encours de crédits par secteurs économiques.

Cette base statistique est complétée par les données d'encours de créances douteuses déclarées localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10.000 euros, et par celles des arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros, transmises par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

A partir de la centralisation des risques de mars 2012, les établissements de crédit appliquent un nouveau cahier des charges, qui se traduit par l'arrêt des déclarations des encours privés des entrepreneurs individuels. Seuls les encours liés à une activité professionnelle sont désormais recensés. Ainsi, les encours des entrepreneurs individuels ne représentent plus, en Guadeloupe et dans les Iles du Nord, qu'1,6 % de l'encours total à fin septembre 2012, contre 4,9 % à fin décembre 2011.

7) Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

8) Enquête sur le coût du crédit aux entreprises

L'enquête semestrielle sur le coût du crédit, réalisée par l'Iedom au cours des mois de janvier et juillet de chaque année, recense les conditions débitrices offertes par les principaux établissements de crédit de la place à leur clientèle entreprises.

Le champ d'application de l'enquête exclut les crédits aux collectivités, le crédit-bail, les prêts participatifs et les engagements par signature.

REMARQUE

Suite à la mise en œuvre de SURFI, les séries historiques d'actifs et de passifs financiers publiées dans ce bulletin diffèrent sensiblement de celles publiées dans les précédentes éditions.

S'agissant des actifs financiers, l'intégration de la CASDEN-BP dans le champ des établissements installés localement (ECIL) a entraîné une hausse des encours.

S'agissant des passifs financiers, l'intégration de nouveaux établissements dans le champ des ECIL (CDC, CASDEN-BP, AFD) a également entraîné une forte hausse des encours de la place bancaire locale. Néanmoins, en considérant l'ensemble des concours (établissements installés ou non localement), l'effet de ce reclassement est neutre.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle internationale

Au troisième trimestre 2012, l'économie mondiale poursuit sa détérioration et les projections de croissance ont été revues à la baisse. Les indicateurs de l'activité et du chômage font état d'une atonie économique croissante et généralisée au premier semestre de 2012, et aucune amélioration notable n'apparaît. Dans les pays avancés, la croissance est maintenant trop faible pour faire reculer le chômage. La crise dans la zone euro apparaît toujours comme une menace pour les perspectives de l'économie mondiale.

Au troisième trimestre, la croissance économique aux États-Unis s'accélère par rapport au trimestre précédent (+ 0,5 % après + 0,3 %). La hausse du rythme de croissance au troisième trimestre s'explique toutefois essentiellement par la variation des stocks des entreprises.

Dans les pays d'Asie en développement, le produit intérieur brut réel devrait progresser de 7,25 % au second semestre de 2012. Le moteur principal est la Chine, où l'activité devrait profiter de l'accélération des approbations de projets publics dans les infrastructures. Le Japon fait face à un niveau de déficit élevé et d'endettement sans précédent et son produit intérieur brut recule de 0,9 % au troisième trimestre.

En dépit des mesures prises par les pouvoirs publics, la crise dans la zone euro s'est aggravée. Le rééquilibrage des budgets et la fragilité persistante du système financier freinent la croissance dans les pays avancés. Au troisième trimestre 2012, le produit intérieur brut de la zone euro baisse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

En France, la croissance reprend à un rythme faible au troisième trimestre (+ 0,2 % après - 0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages rebondissent légèrement alors que l'investissement fléchit (- 0,2 % après + 0,5 %). Par ailleurs, le solde du commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,3 points) mais il est compensé par les variations de stocks qui contribuent négativement à l'évolution de l'activité (- 0,3 points). Avec 2,8 millions de personnes au chômage, le taux de chômage s'élève à 9,9 % au troisième trimestre en France hexagonale.

L'économie allemande est toujours en croissance mais son activité pâtit de la récession européenne (+ 0,2 % au troisième trimestre). Les dépenses privées et publiques ont progressé au troisième trimestre et le solde du commerce extérieur s'améliore. Le Portugal et la Grèce enregistrent au troisième trimestre une contraction de l'activité économique de respectivement 3,4 % et 7,2 % en rythme annuel.

Dans les principaux pays émergents, la croissance auparavant vigoureuse ralentit également. La faiblesse de la croissance et l'incertitude dans les pays avancés ont des répercussions négatives sur les pays émergents et en développement et aggravent les faiblesses internes.

A fin octobre, le prix en dollar du baril de pétrole (Brent) a augmenté de 9,3 % sur trois mois. En revanche, le prix des matières premières s'inscrit à nouveau en baisse en octobre (- 4,3 % sur le mois).

Lors de sa réunion du 6 décembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a indiqué qu'il estimait que des risques à la baisse continuaient de peser sur les perspectives économiques de la zone euro.

2 – Evolution conjoncturelle en Guadeloupe

La Guadeloupe connaît au 3^{ème} trimestre une contraction de l'activité économique qui touche l'ensemble des secteurs. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade à nouveau sensiblement et s'établit en deçà de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis fin 2010.

La détérioration de la conjoncture se répercute sur le marché du travail, caractérisé par une nouvelle hausse de la demande d'emplois et une contraction de l'offre. La consommation des ménages résiste cependant, bénéficiant d'une inflation contenue. Les intentions d'investissement des chefs d'entreprise restent en revanche en retrait, reflétant leurs inquiétudes et leur manque de visibilité à moyen terme.

L'activité de distribution de crédit maintient, dans cette conjoncture économique dégradée et en dépit d'un léger ralentissement, un rythme de croissance positif. A 7,8 milliards €, l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 3,3 % sur un an après + 3,7 % en juin 2012.

Les crédits aux ménages progressent de façon moins dynamique : si la bonne orientation du financement de l'habitat se poursuit (+ 8,4 %), l'activité de crédit à la consommation ne montre en revanche pas de signe d'amélioration : l'encours, en perte de vitesse depuis juin 2011, augmente de 0,8 % sur un an.

L'encours sain des entreprises progresse mais à un rythme modéré (+ 4 % après + 4,6 % en juin 2012) sous l'effet d'une bonne performance de leurs crédits immobiliers et d'un recours accru aux crédits d'exploitation. A contrario, le repli des crédits d'investissement s'accroît (-3,1 % sur un an).

En parallèle, le rythme de progression des actifs financiers ralentit : l'encours augmente de 3,2 % sur un an après + 3,6 % en juin, notamment en raison du tassement des placements liquides ou à court terme. Les dépôts à vue affichent en revanche une nouvelle accélération de leur rythme de croissance (+ 4,3 % sur un an après + 3,9 % en juin 2012).

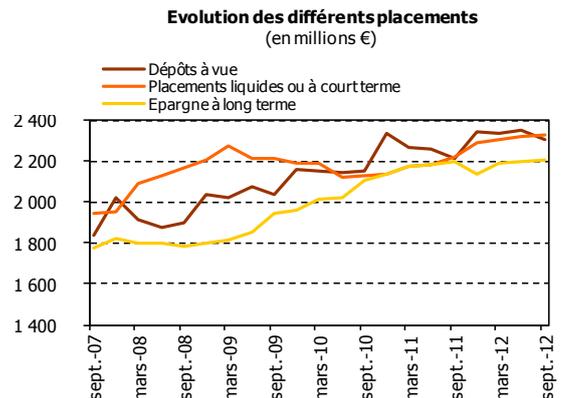
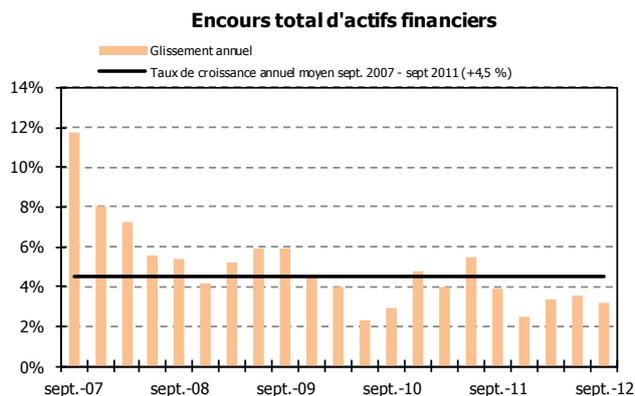
Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales au mois de décembre, l'activité bancaire devrait connaître une évolution contrastée au 4^{ème} trimestre 2012, caractérisée par une dégradation sensible de la conjoncture.

2.1 - L'évolution des actifs financiers en Guadeloupe

Ralentissement de la croissance des actifs financiers à fin septembre 2012

À fin septembre 2012, le rythme de progression des actifs financiers ralentit : l'encours augmente de 3,2 % sur un an (+ 210,1 millions €) après + 3,6 % en juin et + 3,3 % en mars, pour s'établir à 6,8 milliards €. Cette évolution demeure inférieure à la croissance annuelle moyenne des quatre dernières années (+ 4,5 %). En rythme trimestriel, une baisse est observée (- 0,3 % après + 0,5 % au trimestre précédent).

La décélération des actifs financiers est principalement liée au tassement des placements liquides ou à court terme (+ 4,9 % sur un an après + 6,2 % en juin 2012). L'épargne à long terme demeure atone (+ 0,3 % sur un an). Les dépôts à vue, qui représentent 33,5 % du total des actifs financiers détenus par les agents économiques du département, affichent en revanche une nouvelle accélération de leur rythme de croissance (+ 4,3 % sur un an après + 3,9 % en juin 2012).



Nouvelle hausse des dépôts à vue

Le rythme de croissance annuel des dépôts à vue s'accroît à fin septembre 2012 (+ 4,3 % sur un an après + 3,9 % en juin 2012 et + 3,2 % en mars 2012) pour s'établir à 2,3 milliards €. En revanche, sur le trimestre, l'encours affiche une baisse de 1,7 %.

Cette progression est principalement liée à la bonne performance des dépôts à vue détenus par les entreprises (+ 9,1 % sur un an, contre + 4 % à fin juin). En rythme trimestriel, ils augmentent légèrement (+ 0,4 %) après une diminution de 1,8 % à fin juin.

La croissance annuelle de l'encours des dépôts à vue du secteur public s'accroît au 3^{ème} trimestre (+ 7,4 % sur un an), avec cependant une baisse sur le trimestre (- 0,3 %).

Les dépôts à vue des ménages, principaux détenteurs de cette catégorie d'actifs financiers (54,2 % du total des dépôts à vue), affichent un ralentissement de leur croissance en rythme annuel (+ 0,8 % sur un an contre + 4 % au 2^{ème} trimestre) et une baisse trimestrielle (- 3,3 % après + 5,7 %).

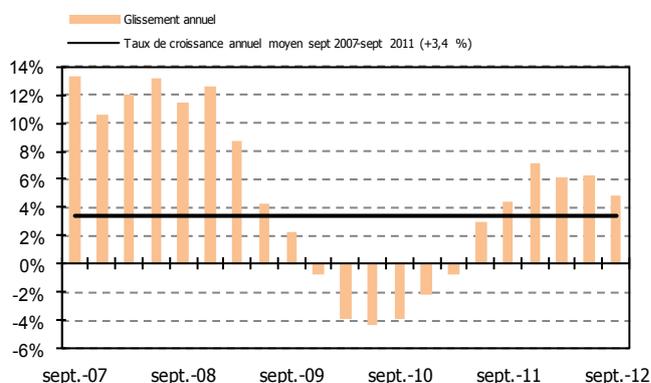
Tassement des placements liquides ou à court terme

Les placements liquides ou à court terme augmentent à un moindre rythme au 3^{ème} trimestre : l'encours progresse de 4,9 % sur un an après + 6,2 % en juin et + 6,1 % en mars 2012, pour atteindre 2,3 milliards d'€. Cette évolution reste toutefois supérieure à la croissance annuelle moyenne relevée au cours des quatre dernières années (+ 3,4 %). Sur le trimestre, le taux de progression de l'encours décélère également (+ 0,4 % contre + 0,7 % en juin 2012).

Les placements indexés sur les taux de marché continuent à croître mais à un rythme plus modéré : + 4,8 % sur un an (soit + 32,3 millions €) après + 9,7 % en juin 2012. Les comptes à terme sont toujours bien orientés (+ 22,8 % sur un an après + 33 % au trimestre précédent), quoiqu'en léger ralentissement. La collecte d'OPCVM monétaires, quant à elle, affiche une nouvelle fois un net recul (- 30,2 % sur un an après - 37,9 % en juin et - 20,1 % en mars).

Le rythme de progression des comptes d'épargne à régime spécial est relativement stable (+ 4,9 % après + 4,8 % en juin 2012). La collecte des livrets A et bleus enregistre une bonne performance (+ 8,9 % sur un an).

Placements liquides ou à court terme



Morosité de l'épargne à long terme

Le manque de dynamisme de l'épargne longue, qui perdure depuis septembre 2011, s'accroît au 3^{ème} trimestre : l'encours est quasi stable (+ 0,3 % sur un an après + 0,5 % en juin et + 0,7 % en mars) pour s'établir à 2,2 milliards €. En glissement trimestriel, l'encours croît de 0,5 %.

L'encours détenu par les ménages (97 % de l'épargne long terme) progresse faiblement (+ 0,6 % sur un an après + 0,7 % en juin). L'assurance-vie, qui représente 64 % de l'épargne à long terme des ménages, enregistre une légère décélération de son rythme de croissance (+ 2,3 % sur un an après + 3,1 % à fin mars 2012). Les plans d'épargne logement, deuxième composante de l'épargne longue des ménages guadeloupéens (20,9 %), connaissent une légère hausse (+ 2,0 % sur un an après + 1,8 % en juin).

Les OPCVM non monétaires enregistrent, comme au trimestre précédent, une baisse marquée (- 27,9 % sur un an, soit - 30,4 millions €, après - 23,9 % en juin). En revanche, l'encours des portefeuilles titres des ménages affiche une croissance légèrement positive (+ 0,3 % sur un an après - 4,4 % en juin 2012).

2.2 - L'évolution des passifs financiers en Guadeloupe

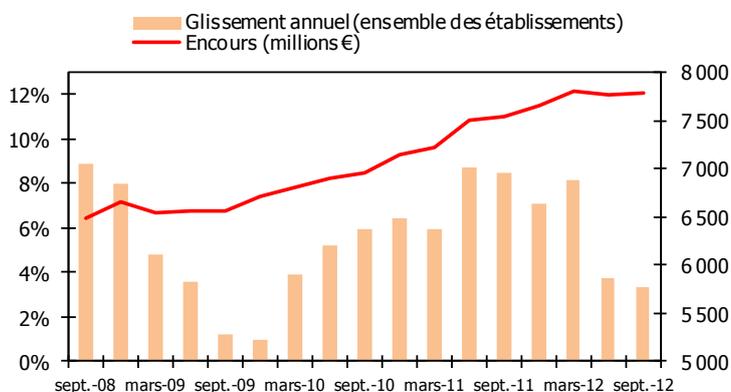
L'activité de crédit résiste dans une conjoncture économique dégradée

À fin septembre 2012, l'activité de distribution du crédit en Guadeloupe progresse en dépit d'un léger ralentissement de son rythme de croissance.

A 7,8 milliards €, l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 3,3 % sur un an après + 3,7 % en juin 2012. Ce taux, en deçà de la croissance annuelle moyenne observée entre 2007 et 2011 (6,1 %), est toutefois supérieur à celui relevé en France métropolitaine (+ 2 % sur un an après + 3 % en juin 2012).

En rythme trimestriel, un timide redressement est enregistré, l'encours sain progressant de 0,2 % (après - 0,3 % au trimestre précédent).

Encours de crédits sains



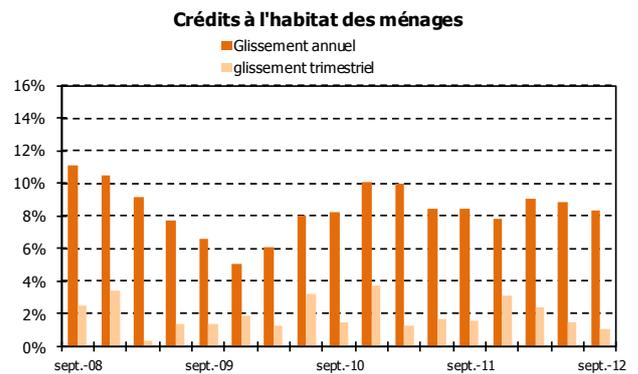
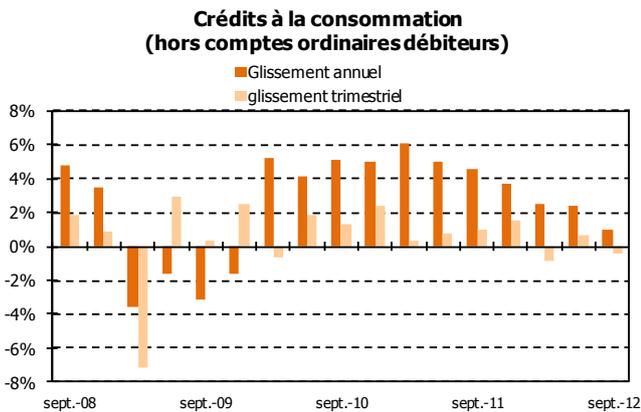
L'activité des seuls établissements de la place bancaire locale (91,7 % de l'encours sain total) maintient son rythme de croissance (+ 4,8 %).

Evolution contrastée des crédits aux ménages

À fin septembre 2012, l'encours sain des crédits aux ménages enregistre une décélération de son rythme de croissance. À 3 milliards €, il progresse de 5,8 % sur un an contre 6,6 % en juin 2012. Au niveau national, l'évolution annuelle des crédits aux ménages affiche un nouveau ralentissement (+ 3 % après + 3,8 % en juin 2012 + 5,3 % en mars 2012).

La bonne orientation du financement de l'habitat se poursuit au 3^{ème} trimestre malgré un léger tassement de son rythme de croissance en glissement annuel. L'encours, qui concentre 66,1 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens, progresse de 8,4 % après + 8,9 % au deuxième trimestre 2012.

Parallèlement, l'activité de crédit à la consommation ne montre pas de signe significatif d'amélioration : l'encours, en perte de vitesse depuis juin 2011, augmente de 0,8 % sur un an.

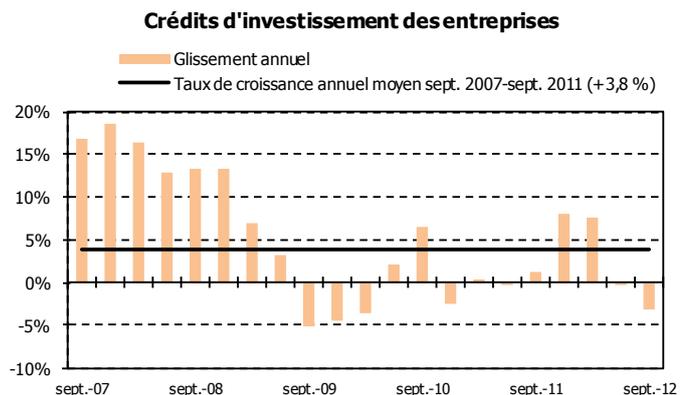


Pas de signe d'embellie sur l'activité de crédit aux entreprises

En lien avec la contraction de l'activité constatée dans la plupart des secteurs, la demande de crédit des entreprises du département est plus modérée. A 3,7 milliards €, l'encours enregistre un nouveau ralentissement de son rythme de croissance (+ 4 % après + 4,6 % en juin 2012 et + 9,4 % en mars 2012). En rythme trimestriel, l'encours connaît une légère hausse (+ 0,8 % après + 0,4 % en juin 2012). Pour comparaison, en France métropolitaine, le ralentissement des crédits aux entreprises se poursuit (+ 0,6 % sur un an après + 2 % en juin 2012).

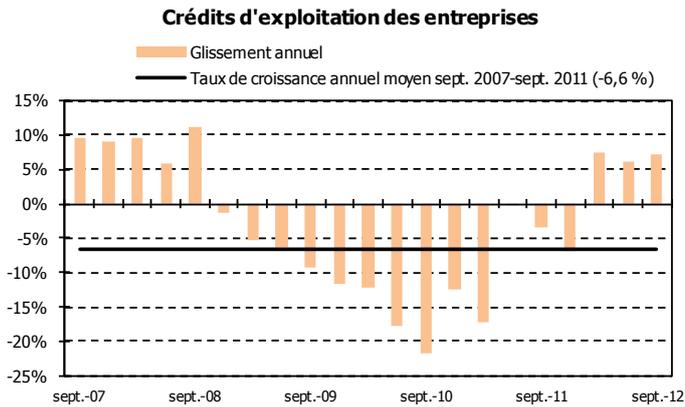
Face à l'atonie de l'activité économique, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprises du département restent défavorablement orientées.

Dans ce contexte, la dégradation des crédits d'investissement s'accroît, l'encours diminuant de 3,1 % sur un an après un recul de 0,4 % au trimestre précédent. Il est à noter que le rythme de croissance de l'encours des crédits d'investissements des seuls établissements de crédit locaux s'essouffle mais reste positif (+ 3,6 % après + 4,6 % en juin 2012 et + 9,7 % en mars 2012).



Dans le détail, tandis que le recours au crédit-bail tend progressivement à redémarrer (+ 5 % après + 3,8 % en juin 2012), les crédits à l'équipement enregistrent une baisse marquée (- 4,7 % sur un an soit - 52,8 millions €) après un repli de 1,3 % au deuxième trimestre. Les encours de crédit à l'équipement des entrepreneurs individuels continuent de décroître rapidement en rythme annuel (- 37,4 % après - 38,2 % en juin 2012) mais sont stables sur trois mois.

L'évolution des crédits immobiliers des entreprises connaît une accélération, le taux de croissance annuelle passant de + 8,1 % à + 8,9 % entre juin et septembre 2012.



Après avoir connu un léger tassement de son rythme de progression, le recours aux crédits d'exploitation s'accroît (+ 7,3 % après + 6 % en juin 2012). L'encours des comptes ordinaires débiteurs enregistre une hausse soutenue (+ 18,2 % sur un an). Les créances commerciales restent bien orientées (+ 19,6 %).

Parallèlement, la reprise observée au niveau des crédits de trésorerie ne se confirme pas au 3^{ème} trimestre, l'encours affichant un net ralentissement de son rythme de croissance (+ 0,6 % après + 4,6 % en juin 2012). L'affacturage se contracte pour le deuxième trimestre consécutif (- 19,1 %).

Sur le plan sectoriel¹, les efforts d'investissement dans le secteur des « activités spécialisées, scientifiques et techniques » se poursuivent de manière dynamique (+ 15,4 % sur un an après + 15 % en juin 2012). L'encours du secteur de l'immobilier, premier bénéficiaire de l'activité de crédit (45,6 % du total), continue de croître à un rythme modéré (+ 2,4 % après + 2,2 % trimestre précédent). Le financement des entreprises du secteur de l'hébergement et de la restauration poursuit sa reprise (+ 8,4 % sur un an) tandis que celui des entreprises du secteur de la construction connaît une croissance plus modérée (+ 4,5 % sur un an contre + 9,5 % en juin).

En parallèle, le secteur de la production et distribution de gaz et d'électricité enregistre une forte baisse (- 18,6 % sur un an) après huit trimestres de hausse et l'encours du secteur du commerce continue de se détériorer (- 6 % sur un an après - 1,1 % en juin).

Croissance contenue des crédits d'investissement aux administrations publiques

À fin septembre 2012, la croissance annuelle des crédits d'investissement alloués au secteur public reste modérée, quoiqu'en légère accélération (+ 2,7 % après + 2,1 % en juin 2012 et + 7,3 % en mars 2012). Les crédits d'exploitation enregistrent à nouveau un net repli (- 62,4 % sur un an après - 77,6 % au trimestre précédent). Cette évolution succède à la forte hausse observée en septembre 2011, liée à une opération relative aux comptes ordinaires débiteurs réalisée par une banque de la place.

2.3 – La vulnérabilité financière des agents économiques

La vulnérabilité des agents économiques montre des signes d'amélioration à fin septembre 2012.

Le taux de créances douteuses brutes diminue en rythme annuel (- 0,2 point) et reste stable sur trois mois, pour s'établir à 7,6 % à fin septembre 2012. L'encours total des créances douteuses nettes affiche une nouvelle baisse (- 11,2 % sur un an après - 6,7 % en juin). En rythme trimestriel, l'encours baisse de 4,2 % après - 3,5 % au 2^{ème} trimestre. En revanche, les provisions progressent à un rythme soutenu : + 9,5 % sur un an (après + 10,4 % en juin 2012) et +1,8 % sur le trimestre.

Sur la clientèle des **ménages**, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire (21 100) diminue de 1,8 % (- 380) sur un an. En parallèle, le nombre de retraits de cartes bancaires cumulé sur trois mois (1 135) est en baisse de 12,4 % par rapport à septembre 2011 (soit - 122) et de 9,7 % par rapport à juin 2012. Depuis le début de l'année, 220 dossiers de surendettement ont été déposés à la commission de surendettement, soit 64 dossiers de moins qu'en 2011 à la même période (- 22,5 %).

Sur la clientèle des **entreprises**, les incidents de paiement sur effets de commerce, cumulés depuis le début de l'année, diminuent en nombre (- 1,0 %, soit - 11 incidents) mais augmentent en montant (+ 66,4 %). Le nombre de personnes morales en interdit bancaire (2 996) affiche une légère baisse en glissement annuel (- 0,1 %) mais progresse par rapport à juin 2012 (+ 1,7 %).

¹ Données issues du Service Central des risques (SCR) de la Banque de France

2.4 – La conjoncture bancaire et financière au 4^{ème} trimestre 2012 – Anticipations des dirigeants de banques

Les dirigeants des établissements de crédit ayant participé à l'enquête de conjoncture bancaire et financière de l'IEDOM anticipent un quatrième trimestre 2012 contrasté, caractérisé par une dégradation sensible de la conjoncture économique et sociale.

La collecte des dépôts et l'activité de crédit aux entreprises seraient sensiblement mieux orientées qu'au trimestre précédent. A contrario, le financement de l'habitat et de la consommation des particuliers progresserait de manière moins dynamique.

Dans ce contexte, le produit net bancaire resterait stable. En revanche, le résultat net de la place bancaire locale s'inscrirait en forte baisse, en raison d'une nouvelle dégradation du coût du risque.

Les dirigeants des banques locales anticipent une nouvelle dégradation de leurs indicateurs en début d'année 2013, sous l'effet d'un moindre dynamisme de l'activité et d'un fort repli des commissions perçues.

2. L'enquête auprès des établissements de crédit

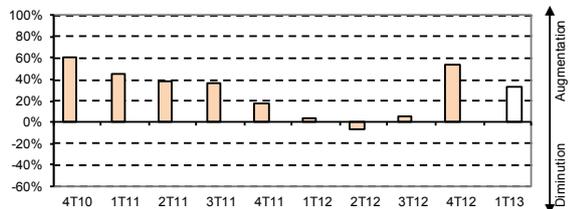
Soldes d'opinion des dirigeants

(BDAF, BFCAG, BNP, BRED, CRCAMG, FCMAG, CRMOM, CMAG, CEPAC, SGBA, SOGUAFI)

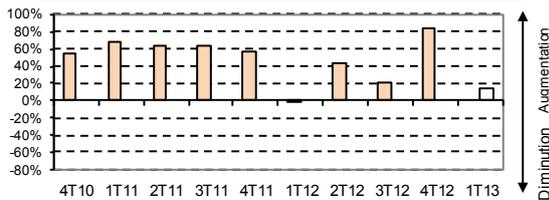
Enquête relative à l'activité du 4ème trimestre 2012

■ Données brutes □ Prévisions

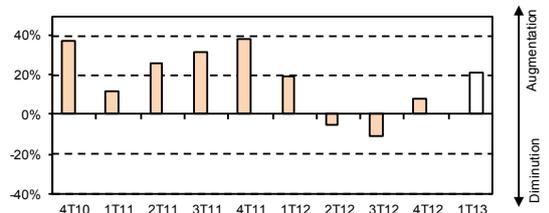
Crédits d'équipement aux entreprises



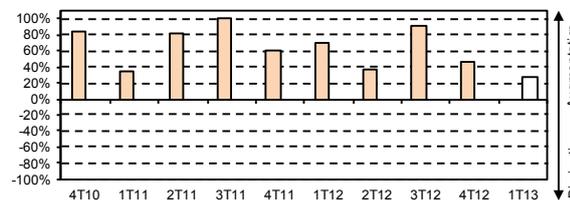
Collecte des dépôts



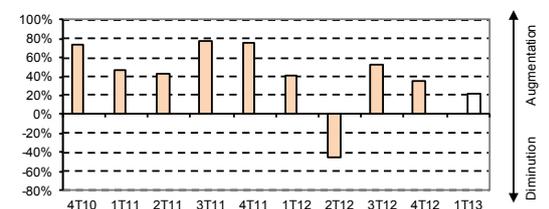
Crédits d'exploitation aux entreprises



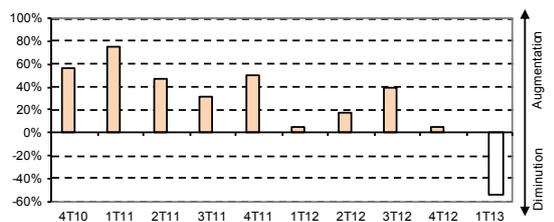
Crédits à l'habitat des particuliers



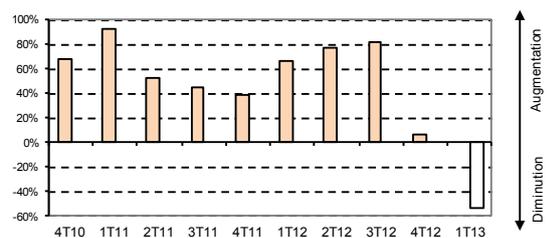
Crédits à la consommation des particuliers



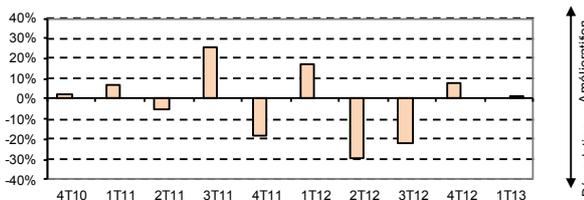
Produit net bancaire



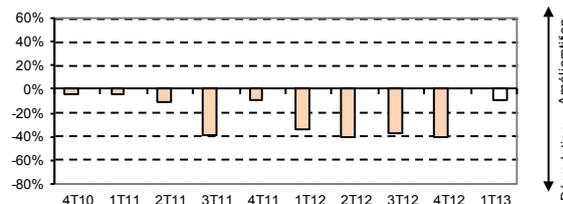
Commissions



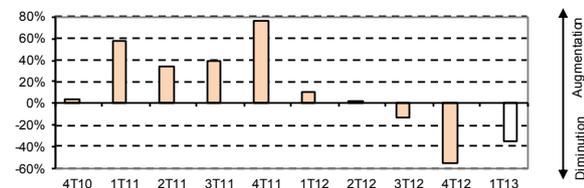
Charges d'exploitation



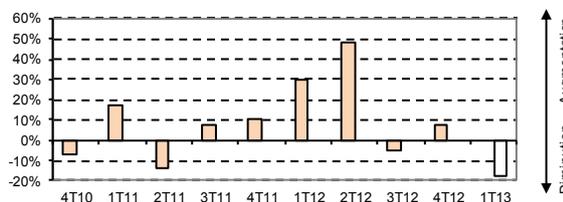
Coût du risque



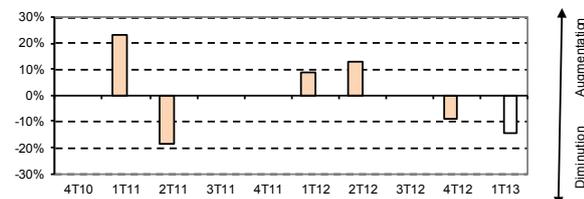
Résultat net



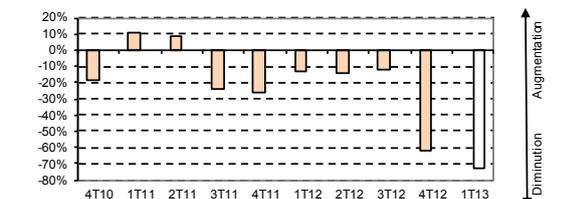
Effectifs



Climat social



Environnement économique

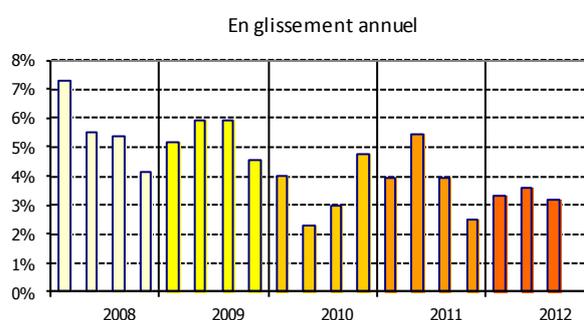
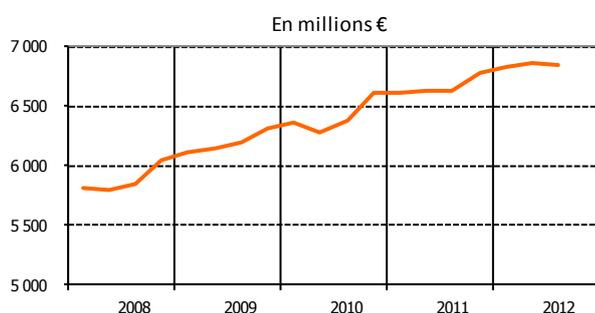


3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

ACTIFS	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept 08	sept 09	sept 10	sept 11	déc 11	mars 12	juin 12	sept 12	1 an	3 mois
Sociétés non financières	1 180,1	1 206,4	1 191,6	1 234,1	1 386,0	1 320,3	1 278,8	1 290,1	4,5%	0,9%
Dépôts à vue	706,5	719,9	757,7	762,8	886,3	844,0	829,0	832,6	9,1%	0,4%
Placements liquides ou à court terme	425,4	436,6	378,9	419,9	456,0	420,7	398,3	410,5	-2,2%	3,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,1	2,7	3,4	5,4	5,9	1,8	3,6	4,7	-12,6%	31,8%
Placements indexés sur les taux de marché	424,3	433,9	375,5	414,5	450,1	418,9	394,7	405,8	-2,1%	2,8%
<i>dont comptes à terme</i>	178,8	189,7	193,0	237,3	258,0	275,8	270,7	268,3	13,1%	-0,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	193,5	203,7	141,1	138,6	147,5	107,4	80,3	99,8	-28,0%	24,3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	52,0	40,5	41,4	38,5	44,5	35,6	43,6	37,5	-2,5%	-14,0%
Epargne à long terme	48,2	49,9	55,0	51,4	43,7	55,6	51,5	47,1	-8,4%	-8,6%
OPCVM non monétaires	29,3	24,0	26,3	29,5	22,9	25,5	24,4	18,8	-36,4%	-23,1%
Ménages	4 276,9	4 607,8	4 876,5	5 050,2	5 050,3	5 112,3	5 206,4	5 167,6	2,3%	-0,7%
Dépôts à vue	983,9	1 095,7	1 199,7	1 242,0	1 241,2	1 225,1	1 294,6	1 251,6	0,8%	-3,3%
Placements liquides ou à court terme	1 575,9	1 631,5	1 648,3	1 683,3	1 727,8	1 771,2	1 787,2	1 777,4	5,6%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1324,7	1425,4	1456,4	1485,2	1515,0	1537,3	1555,2	1566,6	5,5%	0,7%
<i>Livrets ordinaires</i>	587,1	610,3	619,6	612,4	619,5	628,3	632,5	639,1	4,4%	1,0%
<i>Livrets A et bleus</i>	420,9	497,5	523,7	560,0	578,6	593,0	604,6	609,6	8,9%	0,8%
<i>Livrets jeunes</i>	15,2	15,3	14,9	14,7	14,9	14,5	14,6	14,7	0,2%	0,7%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	70,7	59,9	53,7	49,1	49,5	47,0	47,4	47,4	-3,5%	-0,1%
<i>Livrets de développement durable</i>	123,1	132,7	134,6	137,7	141,1	143,8	145,4	145,6	5,7%	0,1%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	107,8	109,7	109,9	111,4	111,4	110,8	110,7	110,2	-1,0%	-0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	251,2	206,1	191,9	198,1	212,9	233,9	232,0	210,8	6,4%	-9,1%
<i>dont comptes à terme</i>	175,3	132,3	137,3	146,9	169,6	195,1	193,0	178,0	21,2%	-7,9%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	-6,2%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	74,8	73,0	54,0	50,4	42,5	38,0	38,0	32,1	-36,3%	-15,6%
Epargne à long terme	1 717,2	1 880,6	2 028,5	2 124,9	2 081,3	2 116,0	2 124,6	2 138,6	0,6%	0,7%
Plans d'épargne logement	440,7	434,7	436,4	438,8	449,6	448,6	449,7	447,5	2,0%	-0,5%
Plans d'épargne populaire	84,1	80,6	76,8	71,3	71,2	70,8	69,9	69,2	-3,0%	-1,0%
Autres comptes d'épargne	6,8	6,8	6,4	6,3	6,0	5,7	5,6	5,8	-8,3%	3,5%
Portefeuille-titres	142,0	177,6	189,6	192,0	181,3	193,7	184,9	188,2	-1,9%	1,8%
OPCVM non monétaires	86,3	79,9	77,0	79,6	72,4	62,9	59,8	59,9	-24,7%	0,1%
Contrats d'assurance-vie	957,3	1 101,0	1 242,3	1 337,1	1 300,7	1 334,2	1 354,8	1 368,0	2,3%	1,0%
Autres agents	394,5	384,4	314,1	347,9	340,1	398,1	377,3	384,6	10,5%	1,9%
Dépôts à vue	2 11,4	2 19,3	193,3	207,7	217,1	267,4	223,8	223,1	7,4%	-0,3%
Placements liquides ou à court terme	166,0	147,9	102,0	119,0	109,4	113,0	134,9	142,3	19,5%	5,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	28,0	40,7	38,2	54,7	44,5	45,8	48,0	49,7	-9,1%	3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	138,0	107,2	63,8	64,3	64,9	67,3	86,9	92,6	43,9%	6,5%
<i>dont comptes à terme</i>	87,8	63,4	31,5	35,7	47,8	39,4	56,0	69,3	94,3%	23,8%
Epargne à long terme	17,1	17,2	18,8	21,2	13,7	17,7	18,6	19,2	-9,5%	3,5%
Total actifs financiers	5 851,5	6 198,6	6 382,2	6 632,3	6 776,4	6 830,7	6 862,4	6 842,3	3,2%	-0,3%
Dépôts à vue	1 901,8	2 034,8	2 150,7	2 212,6	2 344,6	2 336,5	2 347,4	2 307,3	4,3%	-1,7%
Placements liquides ou à court terme	2 167,3	2 216,0	2 129,3	2 222,1	2 293,2	2 304,9	2 320,4	2 330,2	4,9%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1353,7	1468,8	1498,0	1545,2	1565,4	1584,9	1606,7	1621,0	4,9%	0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	813,5	747,2	631,3	676,9	727,8	720,0	713,7	709,2	4,8%	-0,6%
Epargne à long terme	1 782,4	1 947,7	2 102,2	2 197,6	2 138,6	2 189,3	2 194,7	2 204,8	0,3%	0,5%

Source : IEDOM

Ensemble des actifs financiers

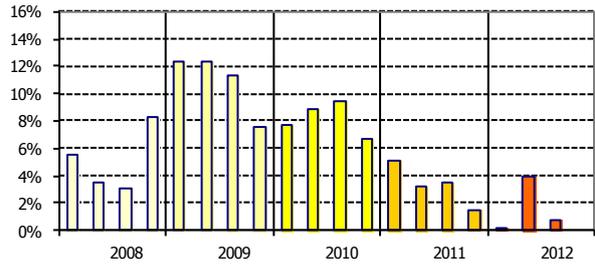
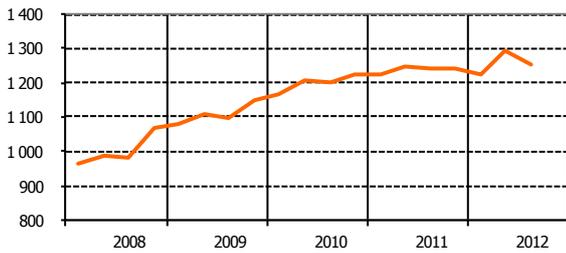


Les placements des ménages

En millions €

Dépôts à vue

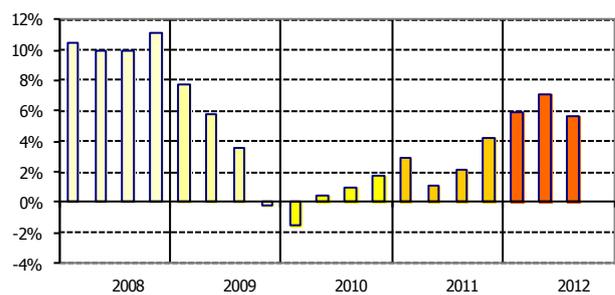
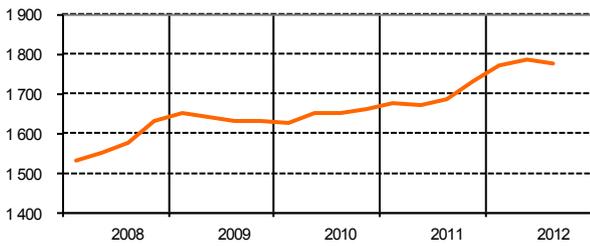
variation en glissement annuel



En millions €

Placements liquides à court terme

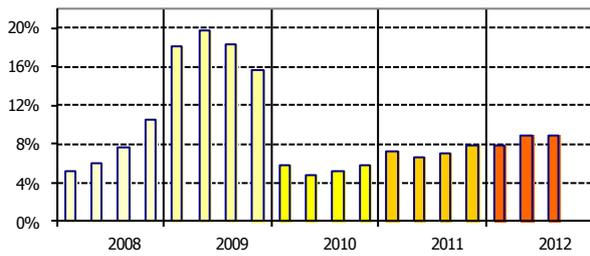
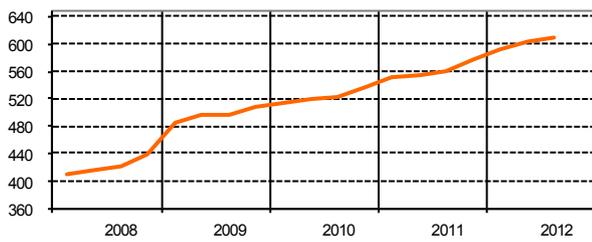
variation en glissement annuel



En millions €

Livrets A et bleus

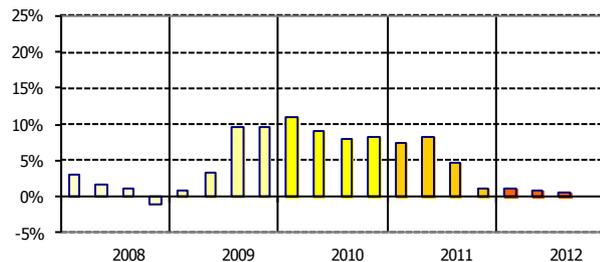
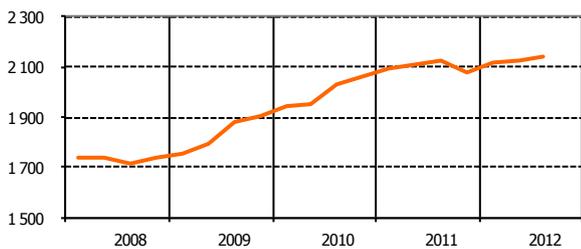
variation en glissement annuel



En millions €

Épargne à long terme

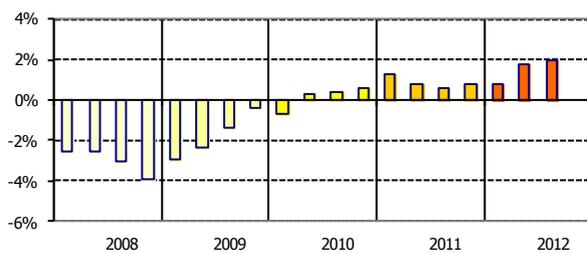
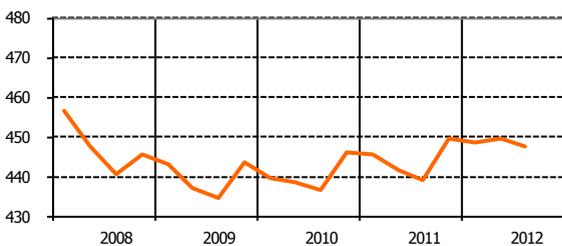
variation en glissement annuel



En millions €

Plans d'épargne logement

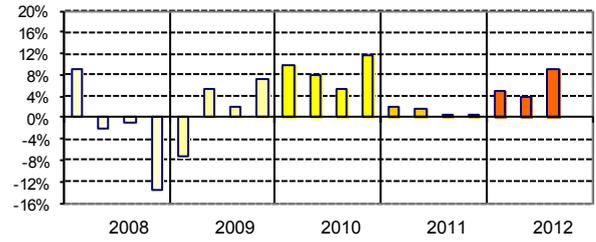
variation en glissement annuel



En millions €

Dépôts à vue

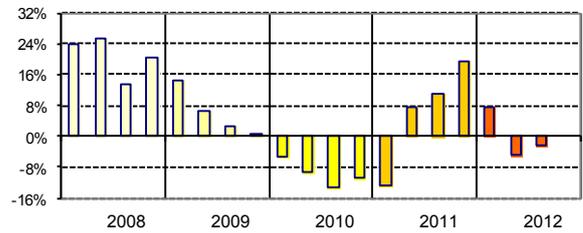
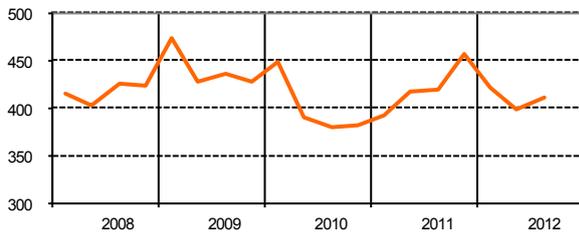
variation en glissement annuel



En millions €

Placement liquides ou à court termes

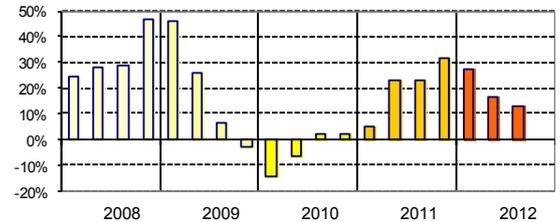
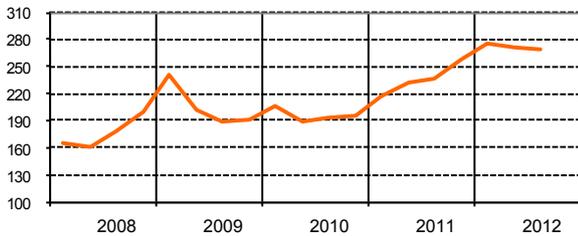
variation en glissement annuel



En millions €

Dépôts à terme

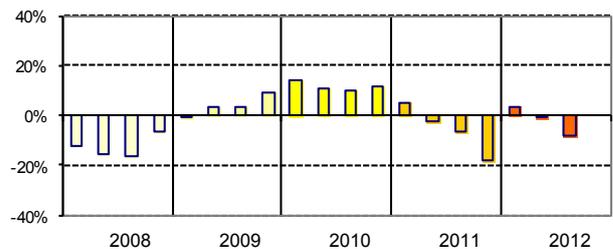
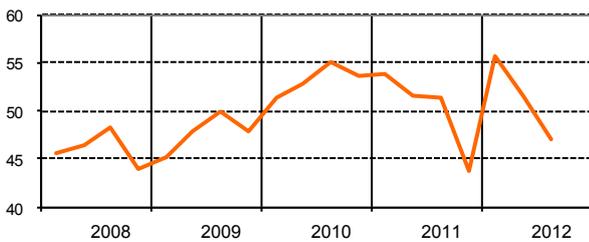
variation en glissement annuel



En millions €

Epargne à long terme

variation en glissement annuel



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

CCB Tous établissements	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept 08	sept 09	sept 10	sept 11	déc 11	mars 12	juin 12	sept 12	an	trim
Entreprises	3 306,1	3 260,1	3 269,3	3 577,8	3 623,5	3 676,1	3 691,3	3 722,0	4,0%	0,8%
Crédits d'exploitation	494,0	447,9	350,3	337,9	323,1	338,7	384,3	362,5	7,3%	-5,7%
Créances commerciales	38,9	37,2	36,1	30,3	36,3	31,0	37,4	36,3	19,6%	-3,0%
Crédits de trésorerie	214,1	219,5	173,8	153,2	130,7	141,3	160,6	154,1	0,6%	-4,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	48,0	41,5	39,9	38,0	37,2	37,0	35,6	34,8	-8,4%	-2,2%
Comptes ordinaires débiteurs	211,4	168,1	117,7	126,7	126,9	137,6	158,4	149,7	18,2%	-5,5%
Affacturation	29,7	23,1	22,8	27,7	29,2	28,8	27,9	22,4	-19,1%	-19,8%
Crédits d'investissement	1 317,7	1 251,0	1 333,3	1 350,9	1 396,0	1 416,5	1 335,7	1 309,6	-3,1%	-1,9%
Crédits à l'équipement	1094,3	1054,4	1104,1	1123,1	1155,9	1172,8	1088,2	1070,2	-4,7%	-16%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	111,9	128,4	128,1	114,8	115,8	114,3	71,8	71,8	-37,4%	0,0%
Crédit-bail	223,4	196,7	229,2	227,9	240,2	243,7	247,5	239,4	5,0%	-3,3%
Crédits immobiliers	1 477,0	1 533,5	1 563,5	1 859,7	1 879,5	1 895,0	1 944,8	2 024,5	8,9%	4,1%
Autres crédits	17,5	27,6	22,2	29,4	24,8	25,9	26,5	25,4	-13,3%	-4,1%
Ménages	2 386,1	2 461,6	2 634,6	2 826,4	2 894,8	2 935,9	2 970,0	2 989,3	5,8%	0,7%
Crédits à la consommation	909,1	887,6	931,7	978,8	989,2	983,3	988,4	986,4	0,8%	-0,2%
Crédits de trésorerie	825,9	806,7	853,5	891,8	910,0	902,4	908,7	906,4	16%	-0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	42,2	47,9	48,7	55,1	51,6	53,5	52,5	54,0	-2,0%	2,8%
Crédit-bail	41,0	33,0	29,4	31,9	27,7	27,4	27,2	26,0	-18,4%	-4,3%
Crédits à l'habitat	1 474,7	1 572,4	1 701,5	1 845,6	1 903,7	1 949,4	1 978,2	1 999,8	8,4%	1,1%
Autres crédits	2,3	1,6	1,5	2,0	2,0	3,3	3,4	3,2	55,7%	-7,6%
Collectivités locales	616,4	630,5	749,8	788,0	821,2	863,0	784,3	785,2	-0,4%	0,1%
Crédits d'exploitation	13,9	10,0	9,4	35,3	28,9	75,1	15,9	13,3	-62,4%	-16,6%
Crédits de trésorerie	13,7	6,3	9,3	9,0	11,7	11,4	13,9	11,3	26,6%	-18,6%
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	3,7	0,1	26,3	17,3	63,8	2,0	1,9	ns	-3,0%
Crédits d'investissement	589,6	607,8	728,8	742,9	782,7	778,5	759,3	763,0	2,7%	0,5%
Crédits à l'équipement	588,8	607,2	728,3	742,7	782,5	778,3	759,2	762,9	2,7%	0,5%
Crédit-bail	0,9	0,6	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	-43,2%	-20,3%
Crédits à l'habitat	0,1	0,0	0,0	-	-	-	-	-	ns	ns
Autres crédits	12,8	12,6	11,6	9,8	9,6	9,3	9,0	8,8	-10,0%	-2,0%
Autres agents et CCB non ventilés	173,0	207,8	298,7	348,1	320,5	323,0	329,7	294,2	-15,5%	-10,8%
Total sain	6 481,7	6 559,9	6 952,4	7 540,4	7 660,0	7 798,0	7 775,3	7 790,8	3,3%	0,2%
Créances douteuses brutes	583,1	605,0	623,4	636,2	601,7	619,4	645,2	642,3	1,0%	-0,4%
Créances douteuses nettes	215,7	249,6	254,3	262,6	242,5	252,1	243,4	233,2	-11,2%	-4,2%
Provisions	367,5	356,9	369,1	373,6	359,1	367,2	401,7	409,1	9,5%	1,8%
Encours total	7 064,8	7 164,9	7 575,8	8 176,6	8 261,7	8 417,4	8 420,5	8 433,0	3,1%	0,1%
<i>Taux de créances douteuses</i>	8,3%	8,4%	8,2%	7,8%	7,3%	7,4%	7,66%	7,6%	-0,2 pt	0 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	63,0%	59,0%	59,2%	58,7%	59,7%	59,3%	62,3%	63,7%	5 pts	14 pts

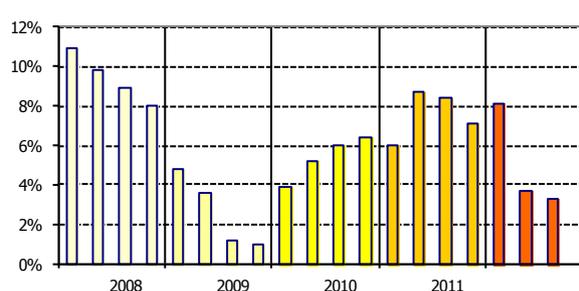
Source : IEDOM

Encours de crédit sain total

En millions €



variation en glissement annuel

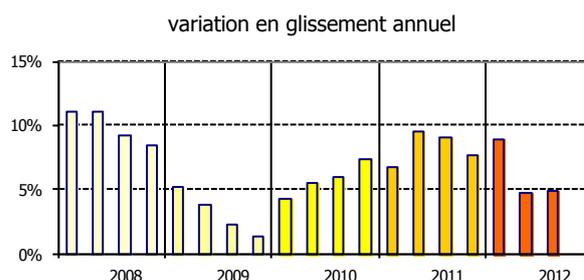
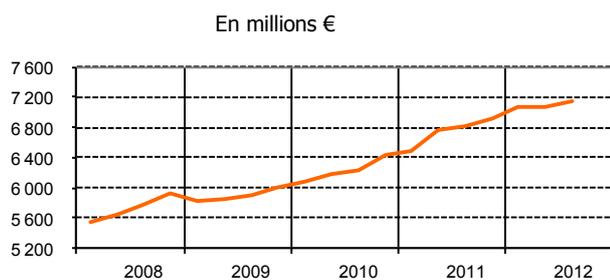


4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

CCB Etablissements locaux	Montants en millions d'euros								Variations %	
	sept 08	sept 09	sept 10	sept 11	déc 11	mars 12	juin 12	sept 12	1 an	3 mois
Entreprises	2 802,2	2 816,6	2 781,0	3 064,7	3 101,6	3 154,2	3 201,7	3 263,1	6,5%	1,9%
Crédits d'exploitation	445,1	414,0	328,3	315,5	308,4	324,0	362,8	341,1	8,1%	-6,0%
Créances commerciales	38,6	36,7	31,8	26,1	35,7	30,5	35,2	32,8	25,6%	-6,7%
Crédits de trésorerie	199,4	205,2	161,7	148,9	127,0	137,6	152,2	145,5	-2,3%	-4,4%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	47,1	41,0	39,4	37,8	37,0	36,8	35,5	34,7	-8,3%	-2,2%
Comptes ordinaires débiteurs	177,5	149,1	112,0	115,0	118,5	129,2	149,3	140,4	22,1%	-5,9%
Affacturage	29,7	23,1	22,8	25,5	27,2	26,7	26,1	22,4	-12,1%	-14,3%
Crédits d'investissement	868,7	845,3	870,1	960,4	991,1	1 011,6	989,1	994,9	3,6%	0,6%
Crédits à l'équipement	757,7	750,6	783,7	878,2	902,2	919,1	897,4	905,8	3,1%	0,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	63,4	84,0	77,0	67,1	65,6	64,1	62,7	63,2	-5,9%	0,7%
Crédit-bail	110,0	94,7	86,4	82,2	88,9	92,5	91,7	89,1	8,4%	-2,8%
Crédits immobiliers	1 470,9	1 529,7	1 560,4	1 759,4	1 777,2	1 792,7	1 823,2	1 901,7	8,1%	4,3%
Autres crédits	17,5	27,6	22,2	29,4	24,8	25,9	26,5	25,4	-13,3%	-4,1%
Ménages	2 367,5	2 438,3	2 616,7	2 805,6	2 873,7	2 914,9	2 951,4	2 971,3	5,9%	0,7%
Crédits à la consommation	908,8	887,1	921,1	968,3	978,6	972,7	977,6	975,6	0,8%	-0,2%
Crédits de trésorerie	825,8	806,7	843,2	881,5	899,6	892,0	898,4	896,1	1,7%	-0,3%
Comptes ordinaires débiteurs	41,9	47,4	48,5	54,9	51,3	53,2	52,1	53,5	-2,5%	2,8%
Crédit-bail	41,0	33,0	29,4	31,9	27,7	27,4	27,2	26,0	-18,4%	-4,3%
Crédits à l'habitat	1 456,4	1 549,6	1 694,1	1 835,3	1 893,1	1 938,8	1 970,4	1 992,5	8,6%	1,1%
Autres crédits	2,3	1,6	1,5	2,0	2,0	3,3	3,4	3,2	55,7%	-7,6%
Collectivités locales	479,1	494,1	615,4	664,9	698,1	746,3	667,1	667,5	0,4%	0,1%
Crédits d'exploitation	9,7	9,5	9,4	35,3	28,9	75,1	15,9	13,3	-62,4%	-16,6%
Crédits de trésorerie	9,5	5,8	9,3	9,0	11,7	11,4	13,9	11,3	26,6%	-18,6%
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	3,6	0,1	26,3	17,3	63,8	2,0	1,9	ns	ns
Crédits d'investissement	456,5	472,0	594,4	619,8	659,5	661,8	642,1	645,4	4,1%	0,5%
Crédits à l'équipement	456,1	471,8	594,2	619,7	659,4	661,7	642,1	645,4	4,1%	0,5%
Crédit-bail	0,4	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	ns	ns
Crédits à l'habitat	0,1	0,0	0,0	-	-	-	-	-	ns	ns
Autres crédits	12,8	12,6	11,6	9,8	9,6	9,3	9,0	8,8	ns	ns
Autres agents et CCB non ventilés	119,6	144,5	228,5	275,8	248,0	245,2	261,1	237,0	-14,1%	-9,2%
Total sain	5 768,4	5 893,5	6 241,6	6 810,9	6 921,4	7 060,6	7 081,22	7 139,0	4,8%	0,8%
Créances douteuses brutes	524,9	549,3	553,6	558,0	523,1	540,8	594,5	580,9	4,1%	-2,3%
Créances douteuses nettes	157,6	193,9	184,5	184,4	164,0	173,6	192,7	171,8	-6,9%	-10,9%
Provisions	367,5	356,9	369,1	373,6	359,1	367,2	401,7	409,1	9,5%	1,8%
Total brut	6 293,3	6 442,7	6 795,1	7 368,9	7 444,5	7 601,4	7 675,7	7 719,9	4,8%	0,6%
<i>Taux de créances douteuses</i>	8,3%	8,5%	8,1%	7,6%	7,0%	7,1%	7,7%	7,5%	0 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	70,0%	65,0%	66,7%	67,0%	68,6%	67,9%	67,6%	70,4%	3,5 pt	2,9 pts

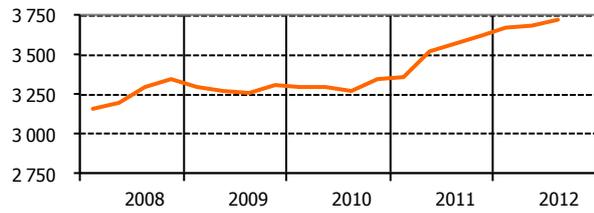
Source : IEDOM

Encours de crédit sain des EC locaux

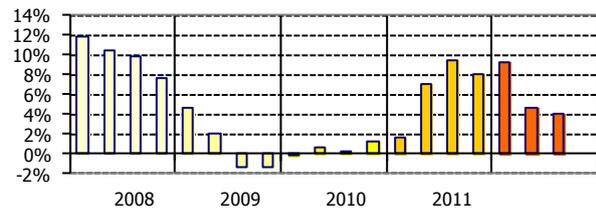


Ensemble des concours sains

En millions €

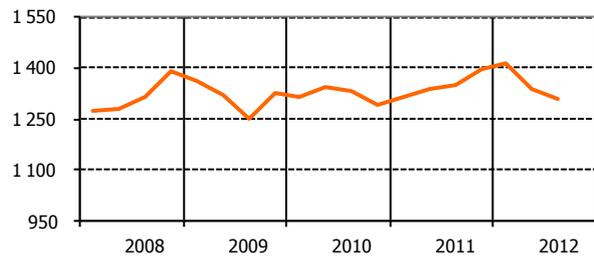


variation en glissement annuel

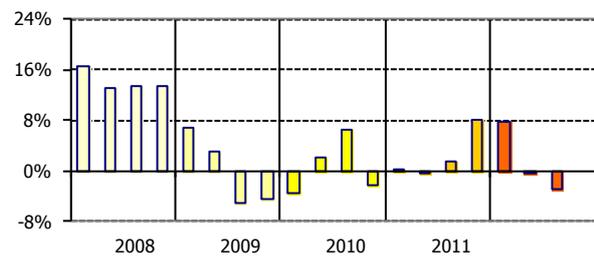


Crédits d'investissement

En millions €

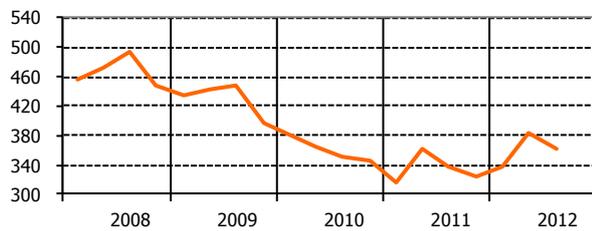


variation en glissement annuel

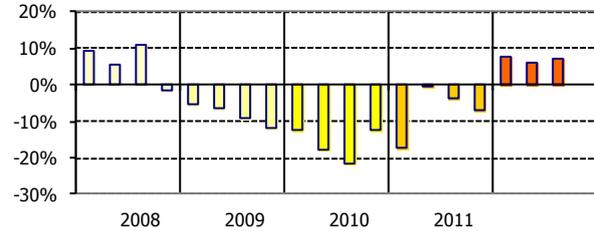


Crédits d'exploitation

En millions €

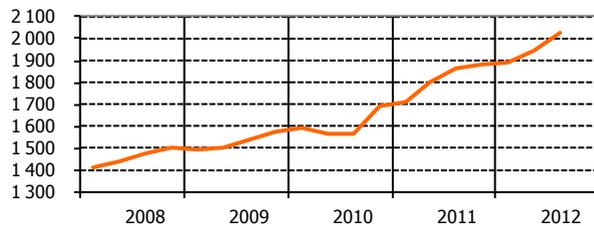


variation en glissement annuel

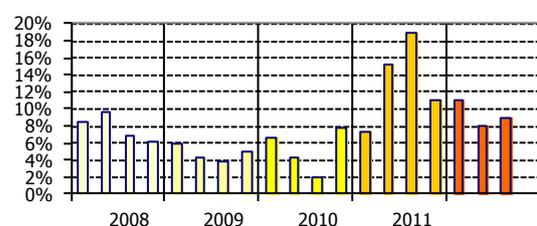


Crédits immobiliers

En millions €

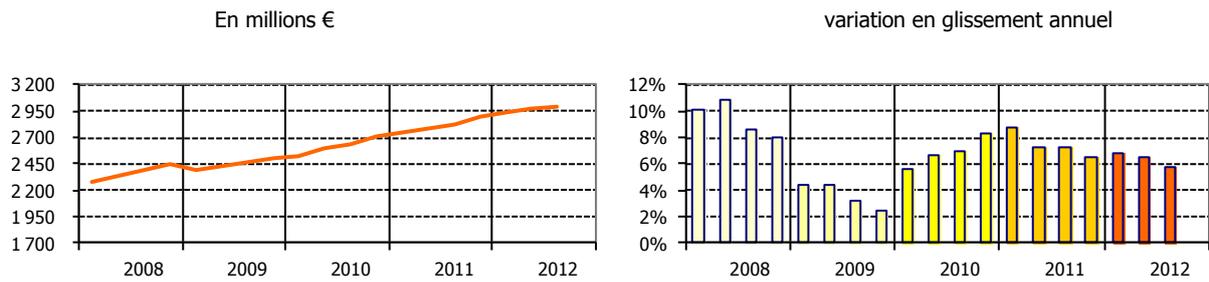


variation en glissement annuel

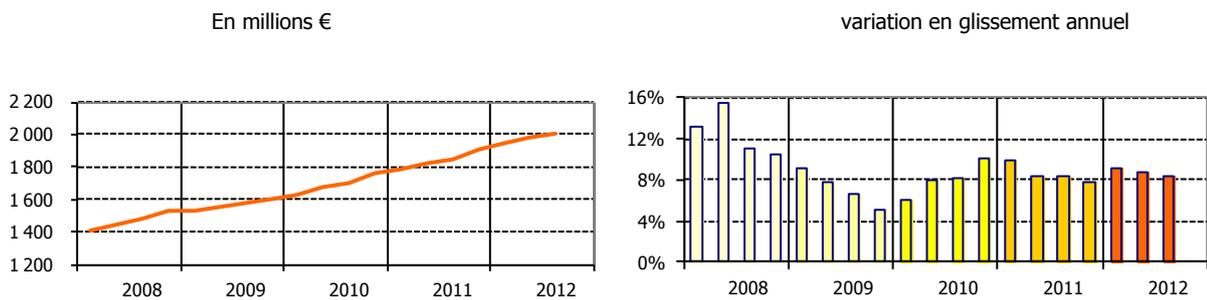


L'endettement des ménages

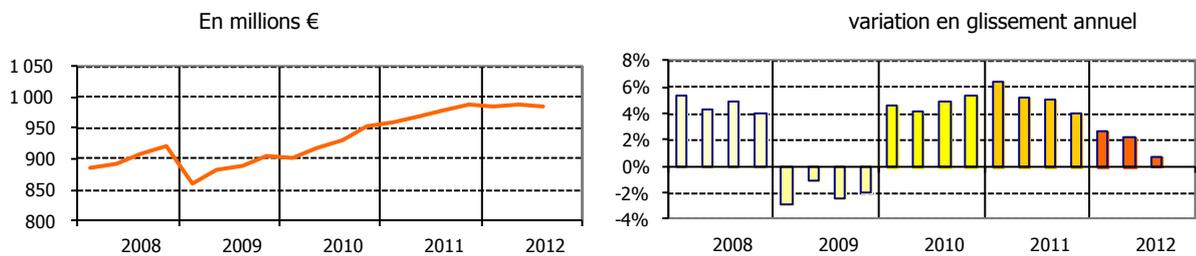
Ensemble des concours sains



Crédits à l'habitat

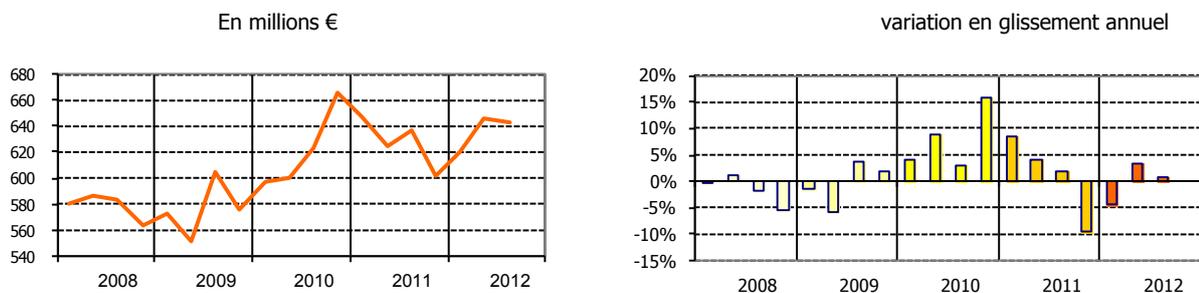


Crédits à la consommation



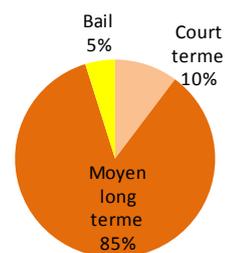
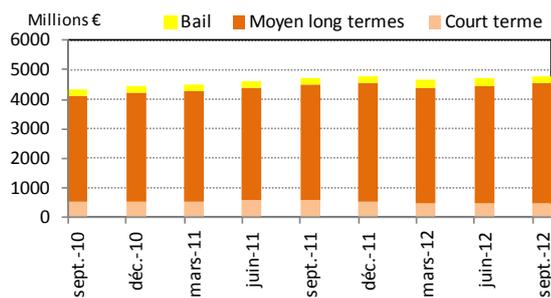
L'évolution des créances douteuses brutes

Créances douteuses brutes

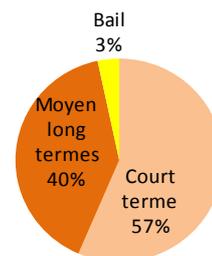
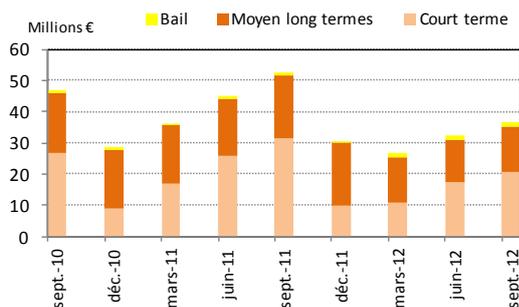


5. Risques sectoriels¹

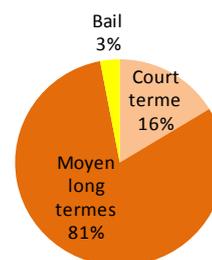
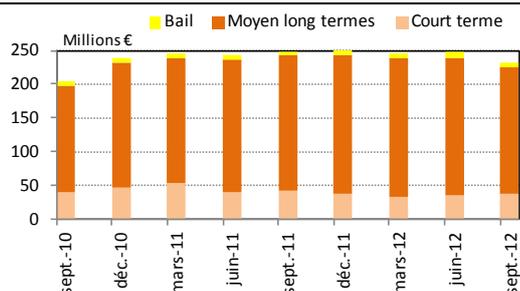
Evolution globale



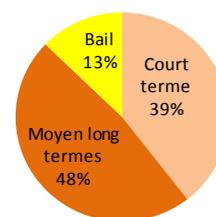
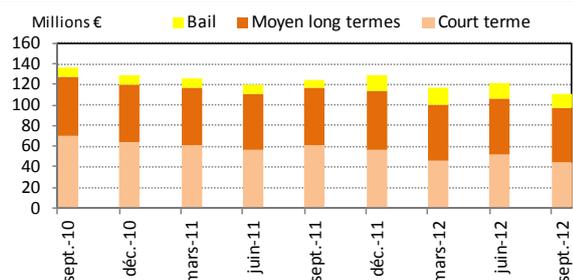
Secteur primaire



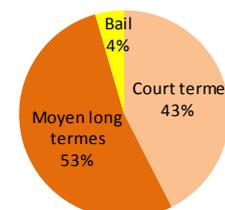
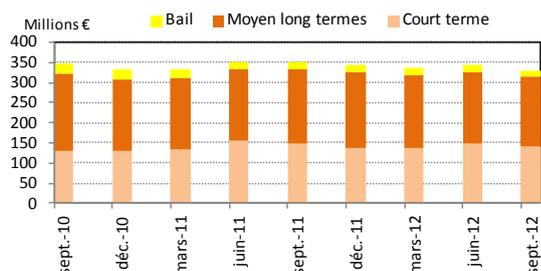
Industrie



Construction

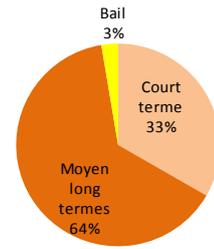
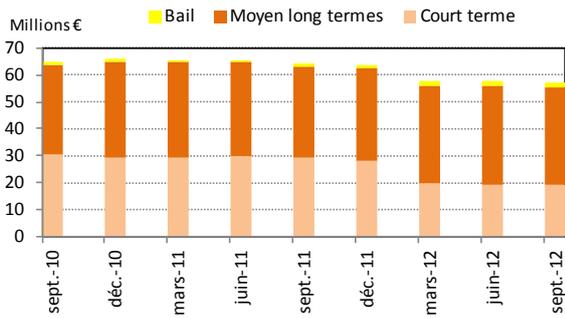


Commerce

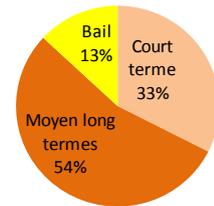
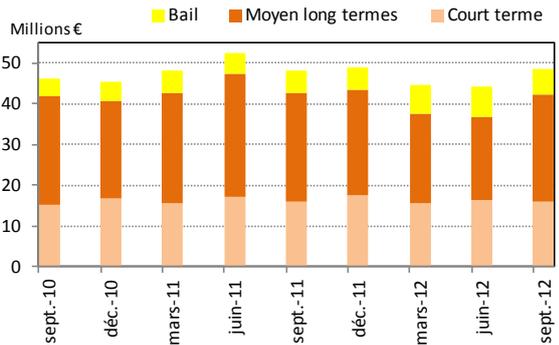


¹ Les données présentées ici sont issues du Service Central des Risques de la Banque de France et ne comprennent pas les engagements de hors bilan ni les encours titrisés.

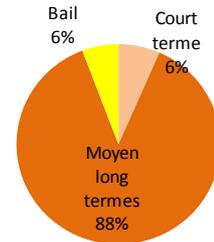
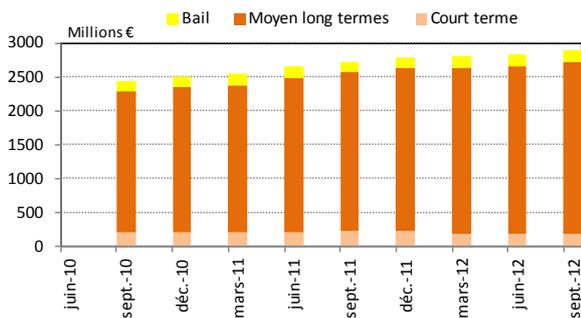
Hôtels - restaurants



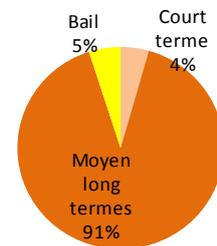
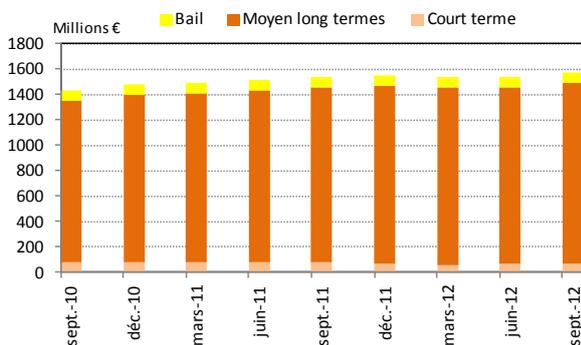
Transports



Services



dont Immobilier

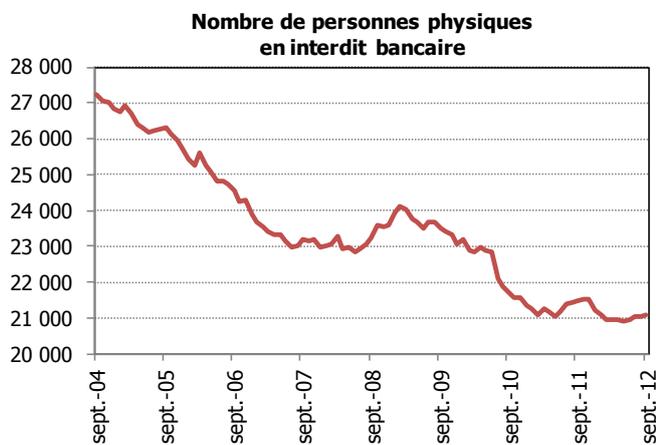


6. Indicateurs de vulnérabilité

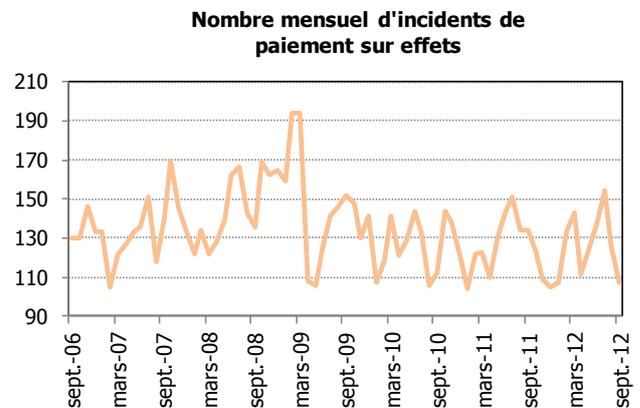
Principaux indicateurs de vulnérabilité recensés sur la place bancaire locale

	nombre	var. annuelle (%)	var. annuelle (valeur)
Incidents de paiement sur effets (IPE) 30 septembre 2012			
Cumul annuel des IPE en nombre	1 142	-1,0%	-11
Cumul annuel des IPE en milliers €	21 380 270	66,4%	8 534 376
Interdits bancaires 30 septembre 2012			
Nombre de personnes morales interdites bancaires	2 996	-0,1%	-4
Personnes physiques interdites bancaires	21 100	-1,8%	-380
Surendettement 30 septembre 2012			
Nombre de dossiers déposés (cumul annuel)	220	-22,5%	-64
Décisions de retrait de cartes bancaires 30 septembre 2012			
Cumul annuel du nombre de retraits de CB	3 721	-5,3%	-207

Source : Banque de France, IEDOM



Source : Banque de France, IEDOM



7. Rappel des taux

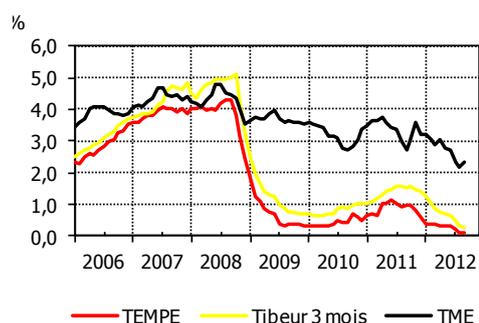
7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE		TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 2011)		
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (11/07/12)	0,75%	Livret A et bleu	LDD	LEP
Taux de la facilité de dépôt (11/07/2012)	0,00%	2,25%	2,25%	2,75%
Taux de la facilité de prêt marginal (11/07/2012)	1,50%	PEL*	CEL*	
		2,50%	1,50%	
TAUX D'INTERET LEGAL				
		ANNEE 2012 (JO du 08/02/12)	0,74%	
		ANNEE 2011 (JO du 03/02/11)	0,38%	

* Hors prime d'Etat

Source : Banque de France

7.2 Principaux taux de marché



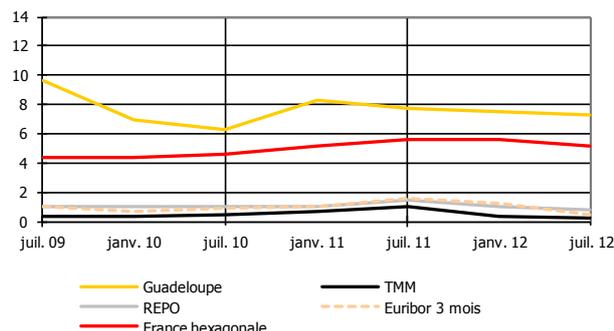
7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

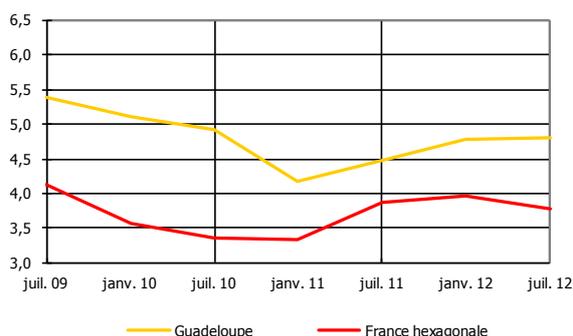
en %	janv 2011	juil 2011	janv 2012	juil 2012	Var. en pts 6 mois	1 an
Crédits CT						
Escompte	6,08	6,23	5,09	5,34	0,25	-0,89
Découvert	8,35	7,74	7,50	7,30	-0,19	-0,44
Autres crédits CT	4,18	6,77	4,68	8,09	3,40	1,32
Total crédits CT	6,76	7,16	6,05	7,10	1,05	-0,06
Crédits MT et LT	4,18	4,49	4,77	4,80	0,03	0,31
ENSEMBLE	5,19	5,52	5,25	5,75	0,51	0,23

Source : IEDOM

Taux des découverts



Taux des crédits à moyen et long termes



Source : IEDOM, Banque de France

7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 3ème trim. 2012 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter au 1er octobre 2012
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers		
	- Prêts à taux fixe	4,49%	5,99%
	- Prêts à taux variable	4,23%	5,64%
	- Prêts relais	4,42%	5,89%
	Autres prêts aux particuliers		
- Prêts ≤ 1524 € (*)	ND	20,30%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	ND	19,58%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	ND	17,67%	
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises		
- Découverts en compte (**)	10,02%	13,36%	

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

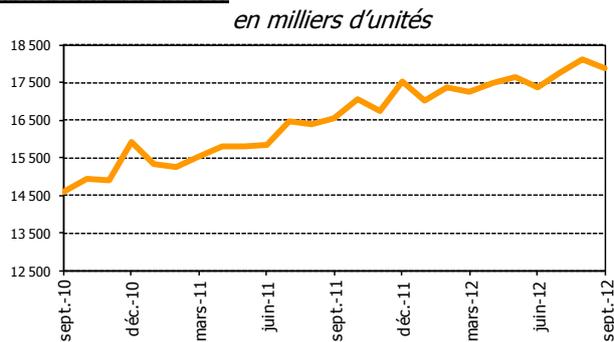
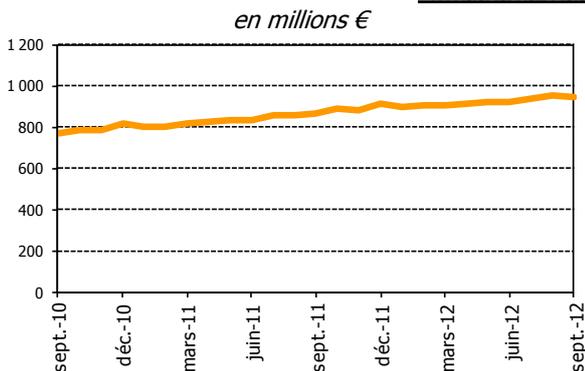
(**) ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

Source : Banque de France

8. Monnaie fiduciaire

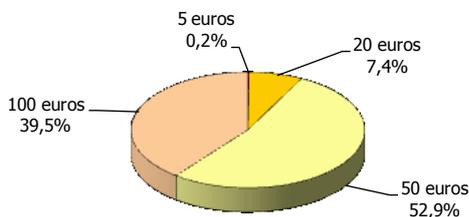
8.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets

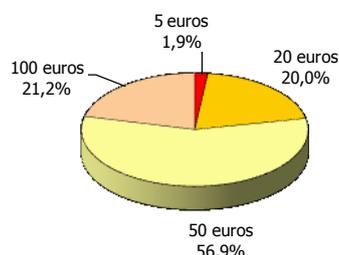


Répartition par coupure de l'émission nette de billets au 30 septembre 2012

Répartition en valeur*



Répartition en volume*

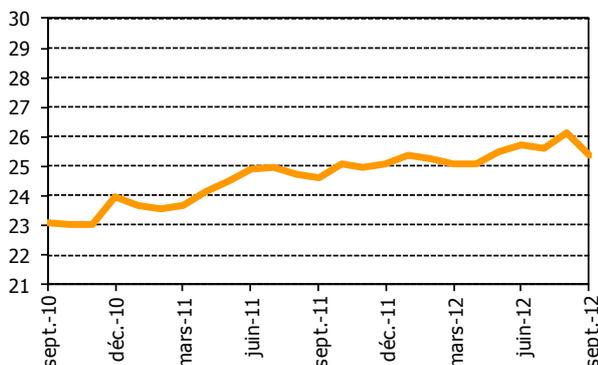


* hors billets de 10, 200 et 500 euros (la contribution étant négative)

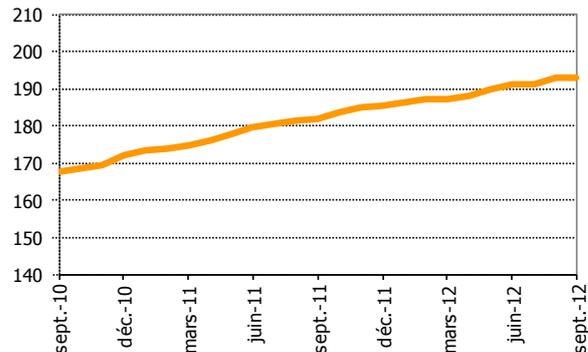
8.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces

en millions €

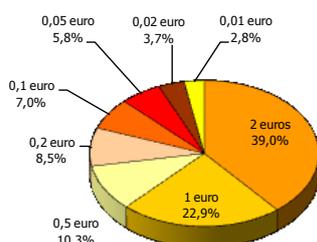


en millions d'unités

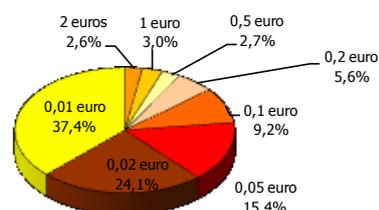


Répartition par coupure de l'émission nette de pièces au 30 septembre 2012

Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Charles APANON

Myriam DAHMAN-SAÏDI

Lorry HAJJAR

Florence MAR-PICART

Eric MORIAME

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Parc d'activités La providence – ZAC de Dothémare - 97 139 LES ABYMES
Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas DE SEZE
Responsable de la rédaction : Charles APANON
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer le 17 décembre 2012
Dépôt légal : décembre 2012 - n° ISSN : 0296-3116